

## Fonctionnaires : un geste pour l'université mais le cap des 30.000 suppressions maintenu

**"L'Etat, en tant qu'employeur a des responsabilités dans la lutte contre le chômage. La logique serait de remettre à plat la question des suppressions d'emplois dans son ensemble", a déclaré à l'AFP Gérard Aschieri (FSU)**

PARIS, 26 février 2009 (AFP) - Le gel annoncé de la suppression de postes dans les universités marque une première brèche dans la politique de réduction du nombre de fonctionnaires, selon les syndicats, même si le gouvernement entend maintenir son objectif de 30.000 emplois en moins en 2009.

L'exécutif a promis mercredi qu'aucune suppression de postes n'interviendrait dans les universités en 2010 ni en 2011, tentant de sortir de la crise qui agite le monde universitaire depuis des semaines. Mais le ministère de la Fonction publique a précisé jeudi à l'AFP que cette annonce ne remettait "pas en cause l'objectif global" de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, soit quelque 30.000 suppressions d'emplois par an de 2009 à 2011, dans le cadre de la réforme de l'Etat.

Le budget 2009 de l'Enseignement supérieur et la recherche, prévoit la disparition de 900 emplois (hors enseignants-chercheurs) au titre de cette politique.

Les syndicats de la Fonction publique, qui réclament un moratoire sur les 30.000 suppressions programmées en 2009, ont salué jeudi "une porte légèrement entrebâillée" (CFDT), "un frémissement" (CGT) ou encore "un geste" de la part du gouvernement (CFE-CGC), tout en regrettant que cette annonce ne concerne pas l'année en cours, au moment où le chômage connaît une forte hausse.

"L'Etat, en tant qu'employeur a des responsabilités dans la lutte contre le chômage. La logique serait de remettre à plat la question des suppressions d'emplois dans son ensemble", a déclaré à l'AFP Gérard Aschieri (FSU), tandis que Denis Lefebvre (CFTC) soulignait "qu'avec la forte hausse du chômage des jeunes, ce n'est pas le moment de serrer la vis dans la Fonction publique".

Certains syndicats se montrent très pessimistes. "Si le gouvernement exonère les universités mais maintient le volume global d'emplois annoncé pour 2010 et 2011, il fera porter sur d'autres secteurs de la Fonction publique, voire d'autres secteurs de l'éducation nationale, des coupes plus importantes", explique Jean-Marc Canon (CGT), jugeant la réponse "parcellaire" et "inacceptable".

Pour Brigitte Jumel (CFDT), "on ne peut pas répondre à des revendications catégorielles par des amputations sur d'autres secteurs" et "le gel des suppressions d'emplois, ça ne se négocie pas catégorie par catégorie". Ainsi, Luc Berille (SE-Unsa) demande "des mesures de même nature dans l'enseignement scolaire", qui va payer le plus lourd tribut en 2009, avec 13.500 postes en moins.

Les syndicats voient dans ce premier pas du gouvernement une opportunité d'intensifier leur action, après la mobilisation massive du 29 janvier sur l'emploi et le pouvoir d'achat.

"Cela montre que la mobilisation paye quand elle est forte, et que le gouvernement peut reculer", analyse Jean-Michel Nathanson (Solidaires).

"C'est un signe que le gouvernement prend avec beaucoup de sérieux la tension qui existe dans la Fonction publique. Ils ont compris qu'il y avait des gestes d'apaisement à faire, mais "on attend d'autres signes mardi", a précisé pour sa part Anne Balthazar (FO), évoquant une réunion entre syndicats et le ministre de la Fonction publique Eric Woerth et son secrétaire d'Etat André Santini.

Mais au terme des premières rencontres bilatérales entamées en début de semaine, les confédérations se sont heurtées à une fin de non recevoir sur leurs revendications sur l'emploi et une hausse des salaires.



Article réalisé par Cécile AZZARO et Luc OLINGA  
Jeudi 26 Février 2009